

# Mouvements mixtes en Afrique de l'Ouest et du Centre

Février – avril 2020

Ce rapport, lequel couvre la période allant de **février à avril 2020**, présente un aperçu des **tendances** observées dans la région en matière de mouvements mixtes ainsi que des **activités** mises en œuvre par le HCR et ses partenaires afin de renforcer la protection des réfugiés, demandeurs d'asile et personnes apatrides en mouvement dans un tel contexte. Les flux mixtes désignent les mouvements de personnes qui voyagent ensemble, généralement de manière irrégulière, en empruntant des itinéraires et des moyens de transport **identiques**, mais pour des raisons **différentes**.

## DONNEES CLEFS

Malgré la fermeture des frontières liée au COVID-19, 72 personnes ont été identifiées au sein de **flux mixtes** sortants et 32 dans les mouvements entrants au Mali (avril 2020).

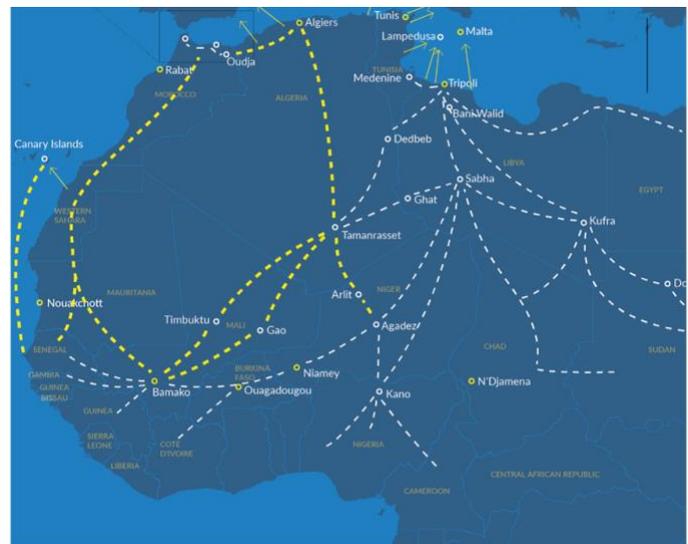
Tandis que 472 personnes avec des **intentions de demander l'asile** ont été identifiées au sein de flux mixtes au Niger, en delà de la région d'Agadez, ainsi que 52 personnes à risque d'apatridie et 9 enfants non accompagnés ou séparés (février-avril 2020), 3 311 individus, dont 142 réfugiés et 53 demandeurs d'asile, ont été dénombrés dans les mouvements mixtes au Tchad (avril 2020).

208 **enfants non accompagnés ou séparés**, principalement originaires du Burkina Faso, du Cameroun et de la Côte d'Ivoire, ont été identifiés le long des routes de mouvements mixtes au Mali par le HCR et ses partenaires AMSS et CIAUD (février- avril 2020).

1 682 **enfants talibés** nigériens ont été déportés du Nigeria vers le Niger (mars 2020).

Environ 20 ressortissants burkinabés auraient été **arrêtés** au Ghana alors qu'ils tentaient d'entrer sur le territoire via une voie non officielle (mars 2020).

128 personnes ont été **évacuées de Libye** vers le Niger dans le cadre du Mécanisme de transit d'urgence visant à faciliter l'accès à la protection et aux solutions des réfugiés les plus vulnérables détenus en Libye (12 mars 2020).



Mouvements mixtes en Afrique de l'Ouest et du Centre  
© UNHCR

## REVUE DE PRESSE

Mixed Migration Center, **Retours à chaud et indifférence : De nouveaux développements dans les techniques de dissuasion le long de la route occidentale de la Méditerranée**, 16 avril 2020 (*en anglais*)

Africa News, **Niger : plus de 250 « migrants » secourus en plein désert près de la Libye**, 2 avril 2020

ONU Infos, **Libye : 1.400 réfugiés et migrants expulsés depuis l'est du pays cette année**, 28 avril 2020

Al Jazeera, **Des rescapés des usines à bébés au Nigeria partagent leur histoire**, 3 mai 2020 (*en anglais*)

## Impact du COVID-19 sur les mouvements mixtes et la protection

- Au **Ghana**, à la suite de la fermeture des frontières dans le but de contenir l'épidémie, 190 personnes auraient été interceptées et reconduites vers leurs pays d'origine par les autorités d'immigration.
- En **Guinée**, malgré l'état d'urgence et la fermeture des frontières, les autorités poursuivent l'enregistrement des demandes d'asile, les entretiens d'éligibilité au statut de réfugié et le renouvellement des attestations de réfugiés.
- Au **Mali**, le HCR et son partenaire de monitoring de protection, CIAUD-Canada, ont poursuivi la surveillance des frontières à des points d'entrée officiels et non officiels ainsi qu'à des points de transit. Malgré la fermeture des frontières liée au COVID-19, 72 personnes en mouvement ont été identifiées en avril dans les flux mixtes sortants et 32 dans les flux entrants.
- Au **Niger**, les activités de monitoring de protection ont été impactées par l'épidémie et la fermeture de lieux clés de passage, tels que les stations de bus. Le partenaire CIAUD-Canada a été contraint de se redéployer vers des voies alternatives.
- Si l'accès au territoire et à l'asile au **Nigeria** est impacté par la fermeture officielle des frontières avec le Cameroun, le Niger et le Tchad, aucun incident de refoulement n'a été confirmé. Malgré la pandémie, le monitoring des frontières continue par le biais des partenaires du HCR et de leurs volontaires répartis dans différents villages le long de la frontière.
- Au **Sénégal**, si les activités de la Commission nationale d'éligibilité, responsable de déterminer si une personne demandant l'asile peut être considérée comme réfugié, ont été suspendues pendant trois semaines, elles ont repris en mars, en observant les mesures de prévention.
- Les mouvements transfrontaliers locaux et temporaires traditionnellement enregistrés au Sud du **Tchad** sont impactés par les mesures gouvernementales liées au COVID-19 telles que la quarantaine. Les passeurs et trafiquants sont contraints de s'adapter au contexte en empruntant des voies secondaires isolées. Le coût des transports a augmenté, y compris pour les réfugiés. Conformément aux consignes étatiques, la Croix Rouge nationale, partenaire du HCR, a suspendu le 20 mars 2020 ses activités de protection des personnes en circulation au sein de mouvements mixtes, tout en apportant son soutien aux efforts nationaux de lutte contre la maladie.

## Activités

### ACCES AU TERRITOIRE ET A L'ASILE

- En **Algérie**, la ligne téléphonique de protection d'urgence du HCR reste accessible pendant l'épidémie.
- Dans le cadre des arrestations conduites à la frontière, lesquelles concerneraient notamment des ressortissants burkinabés, le HCR **Ghana** mène un plaidoyer auprès des autorités en faveur de l'accès au territoire et à l'asile des personnes en besoin de protection internationale.
- Le HCR **Mali** a facilité quatre séances d'information portant sur l'accès au territoire et à l'asile et les mesures de prévention contre le COVID-19 au sein de postes frontaliers dans les régions de Tombouctou et de Mopti. 119 personnes, dont 83 hommes et 36 femmes, ont participé à ces activités.
- A Agadez, carrefour majeur des mouvements mixtes au **Niger**, les procédures visant à déterminer si une personne demandant l'asile peut être considérée comme réfugié se poursuivent malgré le COVID-19, tout en appliquant les gestes de protection.
- Au **Nigeria**, le HCR a produit des lettres officielles à destination du gouvernement fédéral et du gouvernement d'État afin de rappeler la nécessité de respecter l'accès au territoire et à l'asile pour les réfugiés et demandeurs d'asile dans le contexte de la pandémie.

- Pour garantir l'accès au territoire et à l'asile tout en préservant la santé publique, des infirmières ont été déployées dans le nord-est du **Nigéria** aux points de passage frontaliers de Damasak, Banki et Ngalaborder en vue de vérifier la température des personnes entrant dans le pays. Afin de renforcer ces mesures de filtrage, des centres d'isolement sont en cours de construction.
- Au **Sénégal**, le HCR a participé à l'élaboration d'un plan d'action de soutien aux autorités aux côtés de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en vue de renforcer le système de contrôle et la surveillance épidémiologique dans les zones frontalières. Dans le cadre de la mise en œuvre, le HCR a prévu de renforcer les capacités des agents frontaliers en matière d'accès au territoire et à l'asile pour les réfugiés et demandeurs d'asile.



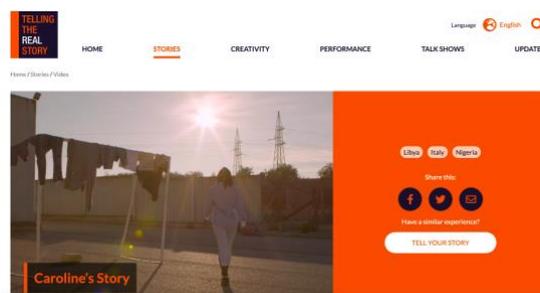
*Réunion entre l'OMS, le HCR et l'OIM à Dakar, au Sénégal, dans le cadre d'une initiative de renforcement du système de contrôle et de surveillance épidémiologique dans les zones frontalières au Sénégal. Le reportage de Ouest-TV est [disponible en ligne](#).*

## MÉCANISMES D'IDENTIFICATION ET DE RÉFÉRENCIEMENT

- Au **Burkina Faso**, le HCR et son partenaire de monitoring de protection, le Conseil danois pour les réfugiés (DRC), ont interrogé, de janvier à février 2020, 326 personnes en déplacement au sein de flux mixtes, dont 69 femmes et 74 enfants, au niveau des neuf points d'écoute installés dans les régions du Sahel, des Hauts Bassins et des Cascades. Les nationalités les plus représentées comprenaient le Mali et la Côte d'Ivoire. 52 de ces personnes ont été référées vers l'un des trois centres de transit régionaux.
- Au **Mali**, 583 personnes ont été identifiées de février à avril 2020 le long des routes de mouvements mixtes (Bamako, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka et Kidal) dans le cadre du monitoring de protection des frontières et du mécanisme d'identification des personnes relevant du mandat du HCR au sein des flux mixtes gérés par les partenaires AMSS et CIAUD-Canada. Les principales nationalités observées sont le Burkina Faso, le Cameroun et la Côte d'Ivoire. Parmi elles, 208 enfants non accompagnés ou séparés ont été référés vers les ONG GARDL et ASPODLCE.
- Dans le cadre du Mécanisme de Référencement National au **Mali**, le groupe thématique sur l'assistance des enfants séparés et non accompagnés s'est réuni le 6 février dernier à Bamako avec pour objectif de veiller au respect des droits fondamentaux des personnes en mouvement et de fournir une méthodologie efficace pour leur référencement vers les différents acteurs et services de protection. La problématique des enfants séparés et non accompagnés réfugiés et demandeurs d'asile a été mise en exergue par le HCR.
- Au **Niger**, au-delà de la région d'Agadez, 472 personnes exprimant des intentions de demander l'asile ont été identifiées et référées vers les services compétents par le HCR et son partenaire de monitoring de protection, CIAUD-Canada. 52 personnes à risque d'apatridie et 9 enfants séparés ont également été orientés.
- 45 nouvelles demandes d'asile ont été déposées entre février et avril 2020 à Agadez, carrefour des mouvements mixtes de la région et du **Niger**, dont 12 mineurs non accompagnés et 23 victimes et survivants de la violence sexuelle et sexiste. Ces demandes émanaient principalement de personnes expulsées d'Algérie et référées par l'OIM. Les nationalités d'origine observées étaient le Soudan, le Cameroun, la République centrafricaine et le Mali.
- Via le monitoring des frontières conduit en collaboration avec le Service national d'immigration, le HCR **Nigéria** poursuit l'identification et l'enregistrement des personnes relevant de sa compétence au sein des flux mixtes entrants aux points frontaliers de Damasak, Ngala, Pulka et Banki dans l'État de Borno et ce malgré la fermeture officielle des frontières. 211 demandeurs d'asile en provenance du Cameroun, du Niger et du Tchad, dont des enfants, ont été identifiés aux postes frontaliers nigériens et référés à la Commission nationale pour les réfugiés, les migrants et les personnes déplacées internes (*National Commission for Refugees, Migrants and Internally displaced persons*).
- Dans le cadre de la collaboration au **Tchad** entre le HCR, la Croix Rouge nationale et la Commission Nationale pour l'Accueil et la Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés (CNARR), 3 311 personnes, dont 142 réfugiés et 53 demandeurs d'asile, ont été identifiées aux points d'entrée et de sortie principaux de mouvements mixtes par les relais communautaires de la Croix Rouge, portant à 4 747 le nombre d'individus observés depuis le début de l'année. Des référencements ont été effectués vers la CNARR, le Comité international de la Croix Rouge, le HCR, l'OIM, Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et les autres services de protection et d'assistance pertinents.

## TRAITE DES PERSONNES

- Le HCR **Algérie** a participé en février 2020 à un atelier national sur la traite des personnes organisé par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) à Alger en présence des membres du comité national de lutte contre la traite, des représentants des autorités de police et de gendarmerie, de procureurs de la République et de juges de différentes provinces. Le HCR a rappelé l'importance d'inclure un mécanisme de référencement vers la procédure d'asile dans le cadre normatif de lutte contre la traite et dans les plans d'action pertinents.
- Le groupe de travail sur la lutte contre la traite des personnes dans l'État de Borno, au **Nigéria**, codirigé par le HCR, *Heartland Alliance International* et l'OIM, avec le soutien du Secteur de protection pour le Nord-Est et de l'équipe dédiée à la lutte contre la traite du Cluster global de protection, a organisé un atelier de trois jours afin de développer une stratégie couvrant notamment la prévention, la réponse, l'accès à la justice et l'assistance juridique aux victimes. L'ébauche a été diffusée pour contributions avant sa validation.
- Les outils de communication avec les communautés élaborés par le HCR dans le cadre de son projet *Telling the Real Story* ont été partagés avec le groupe de travail sur la lutte contre la traite des personnes dans l'État de Borno, au **Nigéria**, afin de garantir que les personnes relevant de la compétence du HCR soient prises en compte dans la stratégie et les activités du groupe.
- Le HCR **Nigéria** a rencontré le 24 février la nouvelle commandante pour la zone Edo de l'Agence nationale pour l'interdiction de la traite des personnes (*National Agency for the Prohibition of Trafficking in Persons, NAPTIP*) en vue d'évoquer la collaboration existante entre les deux acteurs et de présenter le projet du HCR *Telling the Real Story*.
- À Benin City, au **Nigéria**, le HCR a tenu une réunion avec diverses parties prenantes, notamment des représentants du gouvernement fédéral et de l'État, des représentants de groupes religieux et d'ONG travaillant sur la traite des personnes, pour échanger et partager les informations collectées dans le cadre du projet *Telling the Real Story*.
- En mars, le HCR, en collaboration avec *Uromi Justice Development and Peace Caritas Initiative*, a organisé trois tables rondes au **Nigéria** au sujet de la traite des êtres humains en présence de parents, tuteurs, chefs traditionnels, chefs religieux et de membres du personnel scolaire en vue d'améliorer la prévention de la traite ainsi que les référencement de cas individuels vers les services compétents. Les témoignages recueillis dans le cadre du projet *Telling the Real Story* ont été diffusés.
- Dans l'État d'Edo, au **Nigéria**, les témoignages collectés dans le cadre du projet *Telling the Real Story* ont été projetés pour 5 193 étudiants et suivis d'un débat en février 2020. Dans le gouvernement local d'Edo sud, le HCR a été rejoint par l'Armée du Salut, *Securing the Creative Goldmine in Youths Initiative* et la *sympathisante de haut niveau du HCR, Judith Audu*.
- Le HCR **Nigéria** a apporté son soutien au Groupe de travail de l'État d'Edo contre la traite des êtres humains à l'occasion d'un événement de sensibilisation ciblant des élèves le 25 février à Benin City. À cette occasion, 1 000 exemplaires de la loi de 2019 sur l'interdiction de la traite des personnes dans l'État d'Edo ont été produits et des témoignages recueillis dans le cadre du projet *Telling the Real Story* ont été partagés.



*Caroline, une jeune femme nigériane, a fui en raison d'un conflit dans son village. Sur la route, elle est tombée victime de la traite des personnes. Son témoignage est disponible sur la plateforme en ligne du projet *Telling the Real Story* (TRS). TRS a pour objectif de communiquer avec les communautés, notamment les personnes en mouvement, au sujet des dangers des mouvements ultérieurs irréguliers tels que la traite.*

## COMMUNICATION AVEC LES COMMUNAUTÉS

- Au **Burkina Faso**, des groupes de discussion ont été organisés par le HCR entre janvier et février 2020 à destination de 1 644 personnes, dont 391 femmes et 499 enfants, dans le but d'échanger sur les risques associés aux mouvements irréguliers et les droits des personnes en mouvement, dont le droit de demander l'asile. D'autres sessions d'information sur ces mêmes thématiques ont également été animées au bénéfice de 892 personnes, dont 166 femmes et 435 enfants.
- Dans le cadre du partenariat entre le HCR **Mali** et le ministère des Maliens de l'Extérieur, 2 000 dépliants et 500 affiches ont été produits afin de disséminer de l'information sur les droits des personnes en mouvement, dont le droit de demander l'asile, et les risques attachés aux mouvements irréguliers.

- De février à avril 2020, 107 séances d'information, dont deux groupes de discussion dans la région de Gao, ont été organisées au **Mali** par le HCR à destination de 1 734 personnes en mouvement, dont 1 187 hommes et 547 femmes, au sujet des droits des personnes en mouvement, dont le droit de demander l'asile, et les risques liés aux mouvements irréguliers. Les mesures de prévention du COVID-19 ont également été évoquées.
- Le HCR et la Croix Rouge nationale ont mené plusieurs sessions d'information au **Tchad** au profit de 276 élèves de N'Djamena et de Guéréda ainsi que de 779 réfugiés et membres de la communauté hôte dans les localités de Goz-Beida, Moudeina, Addé, Abéché, Biltine, Abougoudam et Kaba-Roangar au sujet des risques associés aux mouvements irréguliers et des droits des personnes en mouvement, dont le droit de demander l'asile. L'accès à l'information dans le cadre des flux mixtes a été renforcé dans les gares routières de N'Djamena et d'Abéché, notamment via la diffusion sur les écrans de six bus circulant sur l'axe routier N'Djamena - Sud (Bongor, Moundou, Doba, Sarh) d'un court métrage informatif, impactant 444 voyageurs par jour, soit 26 640 personnes pour la période de février à mars 2020. A la suite d'interceptions de véhicules transportant des voyageurs vers la Libye, une émission radio a été animée par la Croix Rouge autour de ce phénomène, touchant une audience d'environ 50 000 personnes.

## COOPÉRATION AVEC LES PARTENAIRES CLÉS

- En tant que membre du réseau des Nations unies sur les migrations en **Guinée Bissau**, le HCR a contribué au développement d'un plan d'action national fondé sur la **Pacte mondial sur les migrations** de 2018.
- Le réseau des Nations unies sur les migrations a officiellement été lancé au **Mali** le 13 février dernier en présence de l'OIM, du Coordinateur résident des Nations unies et du ministre des Maliens de l'extérieur. Le HCR avait pris part aux discussions du comité d'experts composé du bureau du Coordinateur résident, de l'OIM, l'ONUDC, de l'Organisation internationale du travail (OIT), du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et de l'UNICEF et chargé de l'élaboration des termes de référence du Réseau au Mali.
- Le HCR **Mali** et l'OIM poursuivent l'élaboration de procédures opératoires standardisées en vue de faciliter le référencement de cas individuels entre les deux organisations.



*Gestes de prévention contre le COVID-19 au Niger, au poste frontalier de Maine Soroa avec le Nigeria, capturés par le partenaire de monitoring de protection du HCR, CIAUD-Canada. © CIAUD-Canada*

- Le HCR **Niger** renforce sa collaboration avec la Direction Générale de l'État Civil, des Migrations et des Réfugiés (DGEC-MR) et la Direction Générale de la Protection de l'Enfance (DGPE) en vue d'améliorer la prise en charge des personnes identifiées au sein des mouvements mixtes et référées vers ces services étatiques. Une session de renforcement des capacités a été prévue puis retardée en raison du COVID-19.

## SOLUTIONS DURABLES POUR LES RÉFUGIÉS

- Dans le cadre du soutien apporté par le HCR aux activités génératrices de revenus des réfugiés et demandeurs d'asile au **Mali**, le partenaire STOP-SAHÉL a identifié plusieurs bénéficiaires dans les régions de Mopti et Ségou, dont 12 groupements associatifs et 100 individus. Le partenaire Sahel21-TSF a de son côté retenu 5 personnes à besoins spécifiques à Gao, dont 3 hommes et 2 femmes, toutes des personnes de retour d'Algérie et de Libye.
- Le projet d'autonomisation des jeunes demandeurs d'asile et réfugiés au **Mali** a conduit à la fourniture de kits de petit commerce et d'élevage à sept groupements dans la région de Tombouctou.
- Afin de garantir l'accès des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays aux moyens de subsistance en dehors des camps et des zones assimilables à des camps ainsi que dans les pays voisins, et les protéger contre les risques tels que l'exploitation et la traite, le HCR et l'Association du barreau du **Nigeria** ont soutenu dans l'État de Borno la fourniture de *certificats d'indigène* à 10 243 personnes déplacées à l'intérieur de leur pays et réfugiés rapatriés. Ce certificat est un outil pour faciliter la liberté de circulation, en particulier en l'absence d'autres documents d'identité. Cet effort est mené en parallèle à un plaidoyer continu en faveur de l'inclusion des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays dans les systèmes nationaux de gestion de l'identité.
- Au **Tchad**, 480 étudiants réfugiés et nationaux ont bénéficié de bourses partielles depuis fin 2017, renforçant leur accès à l'enseignement secondaire au Tchad.

## A venir

- Ouverture au **Burkina Faso** de six nouveaux points d'écoute à Falangountou dans la région du Sahel, à Bobo, Dande et Bama dans la région des Hauts Bassins et à Mangodara et Niankorodougou dans la région des Cascades.

- Au **Ghana**, renforcement conjoint avec le *Ghana Refugee Board* des capacités des agents d'immigration et de la police ainsi que des élus de l'assemblée du district postés à des points clés frontaliers avec le Togo, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso au sujet de la protection internationale.

- Signature en **Guinée** d'un mémorandum d'accord entre le HCR et l'OIM relatif au référencement des demandeurs d'asile et autres personnes présentant des besoins de protection internationale.

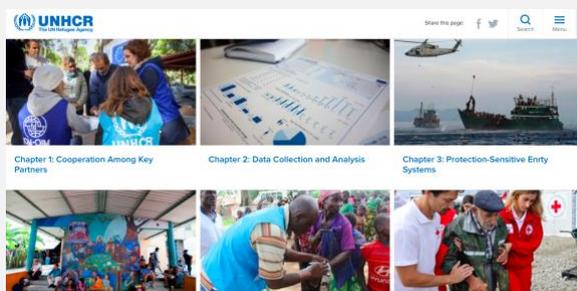
- Animation au **Mali** de sessions d'information, via des émissions radios et télévisuelles, sur les risques liés aux mouvements irréguliers et les droits des personnes en mouvement en collaboration avec le ministère des Maliens de l'Extérieur.

- Diffusion et utilisation des outils développés dans le cadre du projet

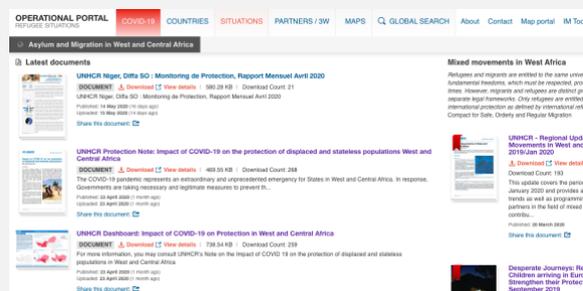
*Telling the Real Story* dans la programmation et la mise en œuvre de la protection à travers le **Nigéria**, y compris dans les camps et les zones d'installation pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

- Finalisation au **Tchad** d'une évaluation et de recommandations relatives aux initiatives de soutien aux activités génératrices de revenu visant la jeunesse des camps de réfugiés.

Pour plus d'informations sur les mouvements mixtes :



Plan d'action du HCR en 10 points sur les mouvements mixtes et la protection des réfugiés



UNHCR Operational Portal – Asylum & Migration in West and Central Africa

## CONTACT

Bureau régional du HCR pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Patrice Dossou Ahouansou, Administrateur principal régional chargé de la protection, [ahouanso@unhcr.org](mailto:ahouanso@unhcr.org)